



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 24 avril 2023

## ❖ Régional

**Le secrétariat de la CAE va numériser les droits de douane des marchandises importées**

Le secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a entamé le processus de numérisation de ses tarifs extérieurs communs (TEC). Le programme, mis en œuvre avec le soutien de l'Organisation mondiale des douanes, vise à renforcer la participation du secteur privé au commerce international. La plateforme, qui est actuellement en cours de développement en partenariat avec *Global Trade Solution*, doit permettre une migration transparente du TEC de la CAE pendant la transposition du système harmonisé.

## ❖ Burundi

**Le gouvernement burundais lance le projet Soleil-Nyakiriza pour le solaire et la cuisson propre**

Face aux difficultés d'accès à l'électricité dans les zones rurales, le projet Soleil-Nyakiriza, lancé par le ministère burundais de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines,

devrait permettre la fourniture de systèmes solaires hors réseau aux ménages, ainsi que des fours améliorés pour la cuisson propre. Selon la Banque africaine de développement (BAD), la situation est davantage préoccupante en zone rurale avec un taux d'accès à l'électricité très faible (2% en 2019). L'objectif de cette initiative est d'améliorer l'accès à l'électricité à partir de sources renouvelables en milieu rural d'ici à 2030. Ainsi, au cours des prochaines années, le projet prévoit l'installation des systèmes solaires hors réseau dans 65 000 ménages, ainsi que la fourniture des fourneaux améliorés à 300 000 foyers. Ces équipements seront fabriqués par des entreprises du secteur privé spécialisées et seront financées via le Fonds d'énergie solaire et de cuisson (Fesec) de 17 MUSD, alimenté par la Banque mondiale. Le Fesec comprend trois fenêtres de financement : subventions de démarrage pour les petites et moyenne entreprises (PME), des subventions de croissance ciblant les entreprises déjà établies, et un financement basé sur les résultats.

## ❖ Comores

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

## 🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

## 🍷 Ethiopie

Pas de brève cette semaine

## 🍷 Kenya

Le *National Treasury* envisage l'émission d'un nouvel euro-bond

Le *National Treasury* kenyan envisage d'émettre une nouvelle euro-obligation avant la fin de l'année fiscale 2023/24, afin de rembourser l'obligation à 10 ans de 2 Mds USD arrivant à échéance en juin 2024. Dans l'intervalle le gouvernement est sur le point de conclure un accord pour lever 200 MUSD auprès d'un syndicat de banques au cours des prochaines semaines, dans le cadre de l'emprunt commercial de 600 MUSD prévu pour FY2022/2023. Le premier budget de l'administration Ruto, d'un montant de 27,12 Mds USD en 2023/24, présenterait un déficit de 5,33 Mds USD. Ce déficit doit être financé par 1,47 Mds USD de financements extérieurs nets et par 3,86 Mds USD d'emprunts intérieurs nets. Au total, le service de la dette au cours de l'exercice financier actuel devrait représenter 63 % des recettes fiscales que la

*Kenya Revenue Authority* (KRA) doit percevoir d'ici le mois de juin.

Les échanges de dollars devraient s'améliorer grâce au changement de position de la Banque centrale

Les principaux acquéreurs ont constaté une plus grande disponibilité du dollar ces derniers jours, alors que la pénurie avait contraint les banques à imposer un plafond journalier sur les achats de dollars depuis plusieurs mois. Le président William Ruto a en effet indiqué la semaine dernière que la banque centrale et les prêteurs commerciaux s'efforçaient de supprimer les distorsions du marché interbancaire qui avaient exacerbé la pénurie de devises du Kenya. Ainsi, la semaine dernière, la banque centrale a publié un code des changes qui définit des normes pour les banques commerciales et cherche à renforcer le fonctionnement du marché interbancaire. Cette mesure intervient alors que le shilling kenyan est en passe de connaître sa plus forte baisse mensuelle depuis mars 2020.

La société *KenGen* espère tirer profit de la vente de 287 416 crédits carbone

Le producteur d'électricité *Kenya Electricity Generating Company* (*KenGen*) espère vendre 287 416 crédits de réduction d'émission certifiés (CER) au meilleur prix. Un CER équivaut à une tonne de CO<sub>2</sub> et fait partie des efforts de réduction des émissions dans le cadre du protocole de Kyoto. Au total, *KenGen* affirme avoir reçu 4,7 M de CER pour ses six projets dans le cadre du mécanisme de développement propre du protocole de Kyoto, ce qui représente une réduction potentielle de 1,5 MeqCO<sub>2</sub>/an.

Selon les estimations basées sur les prix du marché mondial, KenGen pourrait tirer une somme importante de la vente des crédits carbone puisque les prix ont nettement augmenté en raison de la hausse des prix de l'énergie due à la guerre en Ukraine. Le prix des CER pourraient toutefois varier en fonction des offres reçus lors de la mise aux enchères, s'agissant de crédits relativement anciens. Même en tenant compte des prix plus bas sur le marché des CER KenGen se verrait encore garantir plus de 2,4 MUSD. KenGen dispose d'une capacité de production installée de 1904 MW provenant d'un mélange de sources hydroélectriques (43 %), géothermiques (42 %), éoliennes (2 %) et thermiques fossiles (13 %). À l'avenir, l'entreprise prévoit d'augmenter les sources de production verte en misant sur les sources solaires, éoliennes et géothermiques.

## Madagascar

### La groupe de la Banque mondiale approuve le nouveau cadre de partenariat pays 2023-2027

Le conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale a approuvé le 25 avril le nouveau cadre de partenariat pays (CPF) 2023-2027 pour Madagascar. A travers les interventions de l'Association internationale pour le développement (IDA), de la Société Financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), le CPF vise à accroître et à soutenir la croissance du pays en capitalisant sur les leçons apprises du précédent CPF (2017-2022). Il s'articulera autour de trois résultats de haut niveau : (i) l'amélioration des opportunités d'emploi par la création d'emplois et l'augmentation

des revenus ; (ii) l'amélioration du capital humain par une croissance plus Inclusive et l'élimination des contraintes pesant sur la croissance future ; et (iii) le renforcement de la résilience face aux chocs notamment climatiques.

## Maurice

### Augmentation des investissements directs à Maurice en 2022

Selon les données provisoires publiées par la Banque de Maurice, le flux entrant des IDE, hors services financiers des *Global Business Companies*, augmente de 49,7 % entre 2021 et 2022 pour atteindre environ 560 MEUR. Cette tendance est largement portée par l'attractivité du secteur immobilier (+ 72,9 %) qui capte 55 % du total. L'Europe et l'Amérique du Nord génèrent plus de la moitié de ce flux et la France reste le premier partenaire avec près de 110 MEUR investis, (+ 20,2 % par rapport à 2021). A l'inverse les IDE générés par Maurice diminuent de 57,6 % pour atteindre 63 MEUR. Les Etats-Unis en sont les premiers bénéficiaires (18 % du total).

## Ouganda

### La dégradation des routes de Kampala suscite la colère des usagers

Depuis plusieurs semaines, des usagers des routes de Kampala manifestent contre la dégradation des routes. En réponse, le Président Museveni a demandé à son ministre des Finances de verser 6 Mds UGX (environ 1,6 MUSD) à l'autorité en charge de

la ville de Kampala (KCCA-Kampala Capital City Authority) pour la réparation urgente des nids de poule et l'entretien des routes. Plus généralement, le mauvais état des routes de Kampala s'expliquerait, selon les experts, notamment par la corruption et la mauvaise gestion des travaux. Ainsi, dans le cadre d'un projet, commencé en juillet 2021 et financé par un prêt de 288 MUSD de la Banque africaine de développement (BAD), consistant, entre autres, à reconstruire au moins 100 kilomètres de route, il a été estimé que le coût d'un kilomètre de route goudronnée était de 15,4 Mds UGX, contre 3,7 Mds UGX à Nairobi en moyenne et 2,96 à Kigali. Des accusations de corruption expliquant ce coût exorbitant ont été formulées, ce à quoi KCCA répond que le réseau routier comprend de nombreux éléments (allées piétonnes, pistes cyclables, éclairage public, plantation d'arbres...) qui augmentent le coût d'un kilomètre de route.

## 🌐 Rwanda

*Pas de brève cette semaine*

## 🌐 Seychelles

**Un troisième câble sous-marin pour connecter l'archipel à internet**

La société de télécommunications seychelloise *Intelvision* a connecté le 20 avril les Seychelles au câble sous-marin à fibre optique *2Africa*, en partenariat avec la société britannique Vodafone. Prévue pour durer 15 ans, la coopération entre les deux opérateurs est soutenue par la Société financière internationale (SFI) qui finance le projet à hauteur de 20 MUSD. *Intelvision* a

investi environ 32 MUSD dans ce projet de câble au coût global estimé à 1 MdUSD. Avec une capacité nominale de 180 Tbps, celui-ci interconnectera l'Europe, l'Asie et l'Afrique, faisant de lui l'un des plus grands réseaux de câbles sous-marins au monde.

## 🌐 Somalie

*Pas de brève cette semaine*

## 🌐 Soudan

*Pas de brève cette semaine*

## 🌐 Soudan du Sud

Mise en place d'un programme renforçant l'adaptation au changement climatique dans deux Etats

Le ministre sud soudanais de l'Environnement et de la Foresterie a lancé mercredi 19 avril 2023, en partenariat avec le programme des Nations unies pour le développement (*UNDP- United Nations Development Programme*), un projet d'une valeur de 10 MUSD pour renforcer l'adaptation et la résilience au changement climatique dans deux Etats (*Central Equatoria et Eastern Equatoria*). Ce projet de 5 ans, financé par le Fonds pour l'Environnement mondial (*GEF-Global Environment Facility*), bénéficiera à des communautés pastorales en mettant en place un système d'alerte précoce multirisque équipé de cinq stations

manuelles et de trois stations automatiques. Par ailleurs, UNDP collaborera avec l'université de Djouba pour créer un centre d'études sur le changement climatique au sein de l'école des ressources naturelles et de l'environnement. Le pays a été confronté à 4 années consécutives d'inondations qui ont atteint un niveau historiquement élevé depuis 2019. En 2022, les inondations auraient affecté presque 1 M de personnes et détruit le bétail, les récoltes, les routes, les écoles et les structures de santé de 8 des 10 Etats du pays. La combinaison de l'insécurité, des inondations et de l'augmentation des prix des produits de base ont induit une détérioration de la sécurité alimentaire avec 8,3M de personnes, soit environ deux tiers de la population, qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aigüe.

## Tanzanie

### Moody's maintient la notation de crédit B2 positive de la Tanzanie

Suite à sa mission de revue début avril 2023, Moody's a confirmé la notation de crédit « B2 Positif » de la Tanzanie. Cette note indique que le gouvernement est en mesure de respecter ses engagements financiers malgré des conditions économiques défavorables qui pourraient potentiellement affecter sa capacité de remboursement. L'agence de notation justifie cette perspective d'évolution positive par la diminution des risques politiques, l'amélioration du climat des affaires et des investissements, l'engagement du pays auprès de la communauté internationale et à son programme de réformes structurelles. En

particulier, Moody's classe la Tanzanie en bonne position en ce qui concerne le risque politique, en raison du faible niveau de tensions ethniques et de la relative stabilité politique. Conformément à sa stratégie des 4R (réconciliation, résilience, réformes et reconstruction), l'administration de Samia Suluhu Hassan a en effet pris des mesures importantes pour démanteler les obstacles réglementaires à l'investissement, lever les restrictions imposées aux médias et aux partis d'opposition, et rétablir les relations internationales de la Tanzanie. En revanche, le pays pourrait être pénalisé par de faibles niveaux de revenus, de mauvais résultats en matière d'éducation ainsi que des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Moody's estime néanmoins qu'un abaissement de la notation à court terme est peu probable.

### L'AFD, la BAfD et l'UE financent un projet hydroélectrique de 300 MEUR en Tanzanie

Le gouvernement tanzanien et l'Agence française de développement (AFD) ont signé une convention de prêt pour la construction dans la région de Kagera, d'un barrage et de sa centrale hydroélectrique de 86 MW qui permettront d'alimenter 3 à 4 millions de personnes en électricité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le projet hydroélectrique de Kakono, mis en œuvre par l'opérateur d'électricité public TANESCO (*Tanzania Electric Supply Company*), devrait contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serres de 216 000 tCo2/an. Il aura également un impact majeur sur le développement économique de la région des Grands Lacs en pleine expansion. Au-delà du prêt de 110 MEUR de l'AFD, la Banque africaine de développement (BAfD) a également signé aux mêmes dates une

convention de prêt de 164 MUSD et l'Union européenne (UE) a accordé une subvention de 36 MEUR, déléguée à l'AFD pour la mise en œuvre du projet. La Tanzanie, dépendante de l'hydroélectricité et des centrales thermiques (principalement au gaz) pour son approvisionnement en électricité, dispose d'un potentiel considérable d'énergies renouvelables encore inexploitées. Face à la croissance rapide du pays (hausse de près de 40 % de la population en dix ans) le gouvernement tanzanien entend exploiter ce potentiel pour répondre aux besoins énergétiques, tout en intensifiant son engagement sur une transition bas-carbone mobilisant des moyens de production renouvelables.

### Le FMI approuve le déboursement immédiat d'environ 153 MUSD à la Tanzanie

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé lundi 24 la première revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) triennale de la Tanzanie, permettant le déboursement immédiat d'environ 153 MUSD en soutien budgétaire. Le FMI a déclaré que le programme de réforme économique de la Tanzanie progressait malgré un environnement économique mondial difficile, mais que les autorités devaient se

concentrer sur l'augmentation des recettes fiscales, tout en intensifiant les réformes structurelles pour lutter contre la corruption et la bureaucratie. Cette décision porte le total des décaissements au titre de l'accord de prêt de 1,04 Mds USD approuvé pour la Tanzanie l'année dernière à environ 305 MUSD

## CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

**Page pays :** [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

**Twitter :** [DG Trésor Kenya](#)

**Contact :** Jérôme BACONIN  
[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

**Page pays :** [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

**Twitter :** [DG Trésor Madagascar](#)

**Contact :** Frédéric CHOBLET  
[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

**Page pays :** [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

**Contact :** Julien DEFRANCE  
[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

**Page pays :** [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

**Contact :** Suzanne KOUKOU PRADA  
[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

Tanzanie

**Page pays :** [Tanzanie](#)

**Contact :** Annie BIRO  
[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

Soudan

**Page pays :** [Soudan](#)

**Contact :** Rafael SANTOS  
[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)